

# ILS FONT LE RESEAU

A l'occasion des 10 ans de RECIT, nous avons demandé à des porteurs de projets de nous parler de leur expérience de l'énergie citoyenne, en tant que personne, dans un collectif et au sein du réseau

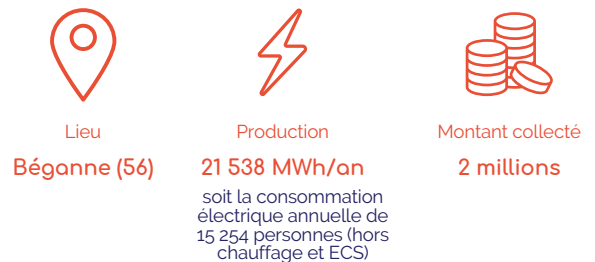
## Alain Ridard

Projet Bégawatt  
Administrateur d'EPV



“ On a montré que la société civile est capable de se prendre en main pour porter des projets innovants ”

### LE PROJET DE BEGAWATT EN CHIFFRES



Année de mise en production : 2014

Nombre d'éoliennes : 4

Puissance totale : 8 MW

Coût du projet : 11,2 millions Euros dont 2 millions citoyen

### Quel est ton premier souvenir de l'énergie citoyenne?

Mon ami Michel Leclercq envisageait de mettre une éolienne dans son jardin. Il en discutait avec la famille Vaillant. Face à l'ampleur de ce projet, il m'a associé car on se connaissait déjà bien. On a commencé à phosphorer sur ce que pouvait être ce projet.

On s'est renseigné sur ce qui se faisait dans les pays nordiques. Il y avait peu d'exemples en France. On a notamment rencontré des belges, en s'appuyant sur l'expérience du projet éolien de Vandouillet et sur le vécu de Dirk.

### Qu'est-ce qui t'a motivé à te lancer dans l'aventure ?

Mon histoire militante, c'est d'abord Plogoff, où j'ai passé pas mal de temps. On avait monté un colloque sur les déchets et un autre sur l'énergie, avec Michel. La question qui nous taraudait, c'est qu'on ne pouvait pas toujours être contre. C'est bien d'être contre l'énergie nucléaire, mais qu'est-ce qu'on propose à la place ? On essaie de regarder ce qu'on peut faire à notre niveau pour produire de l'énergie parce qu'elle est nécessaire. C'est ça qui m'a amené vers l'énergie citoyenne et à me dire qu'il faut que les citoyens se réapproprient la question de la production d'énergie sur leur territoire.

### Quel est l'élément qui te rend le plus fier dans ta participation à ce projet collectif ?

Beaucoup de choses. D'abord, d'avoir réussi à embarquer autant de gens. C'est fantastique parce qu'on ne savait pas où on allait. On nous disait que les français n'était pas habitués à ce genre de modèle et qu'ils ne participeraient pas. Finalement, on a réussi et on s'est rendu compte que les gens qui ont un peu de patrimoine, si on leur présente un projet porteur de sens, local, économiquement viable et dont le capital et la gouvernance sont ouverts, ils sont prêts à mettre une partie de leur épargne.

Deuxième élément qui a été un moteur pour nous : les élus locaux et les représentants de l'ADEME ne nous avaient pas soutenu car ils estimaient que ce genre de projet industriel n'était pas fait pour les citoyens et les associations. Ça nous a vraiment motivé à leur prouver qu'on était tout à fait capable de le faire.

Troisième élément : ce projet qui était utopique hier est devenu une réalité et ça nous permet de proposer d'autres choses sur ce même modèle. Par exemple, on s'est appuyé là-dessus pour monter le projet de « la Grande Maison », projet d'habitat pour des migrants et des personnes en situation de précarité. Typiquement, c'est un projet qu'on n'aurait pas fait si on avait pas déjà réussi le projet éolien auparavant.

On voit que la culture des élus et du territoire évolue : ils reconnaissent désormais que ces projets ne sont pas à perte, qu'ils rapportent de l'argent, qu'ils font vivre le territoire et qu'ils sont positifs. On a montré que la société civile est capable de se prendre en main pour porter des projets innovants. On n'a pas nécessité de tout attendre de la collectivité.

### Si tu avais un conseil pour ceux qui ont envie de se lancer dans un projet citoyen, ce serait quoi ?

Il ne faut pas avoir peur. Nous c'était facile : on ne savait pas à quoi on allait faire face, donc on y est allé. Pas sûr qu'on l'aurait fait sinon. Aujourd'hui, il y a des réseaux et des tas de structures pour vous accompagner. Les banques sont sensibilisées au sujet alors qu'à notre époque on avait dû aller en Belgique et en Hollande. Les choses sont balisées, il faut avoir confiance : on peut y arriver sans que ce soit si compliqué.

## Comment est né le collectif ? Quel était le point de départ ?

Sur le Pays de Redon, nous avons un territoire particulier qui a forgé le sens du collectif. Les mouvements de jeunesse ont été très présents à travers les foyers ruraux de jeunesse. Les mouvements syndicaux étaient aussi très puissants, avec des mouvements sociaux forts dans les années 70. Cela a habitué les gens à la dimension collective et au faire-ensemble.

Enfin, sur notre territoire, nous avons beaucoup de gens du monde de l'enseignement et de l'accompagnement des handicapés. Ces gens disposent d'un peu de temps, de capacités intellectuelles et de capacités à s'engager.

Si l'on regarde la composition du collectif, on retrouve ces différentes composantes. Tous les gens savaient ce que c'était que de travailler en collectif.

Le point de départ, c'était autour de l'école de Langon, non loin du premier projet. Les enfants de la famille Vaillant étaient scolarisés à Langon, où la femme de Michel, Chantal, était enseignante. C'est là que la rencontre s'est faite et que le projet a vu le jour. Le premier projet était donc très territorialisé autour de Langon. Ce projet n'a pas abouti et plusieurs de ces personnes sont parties. A la suite, on a vu arriver des gens intéressés non pas par l'aspect ultra-local mais plutôt par la mise en place des énergies citoyennes. Je suis arrivé à ce moment-là.

C'est Chantal qui est venue me voir en me disant qu'elle serait rassurée que je sois aux côtés de Michel dans le projet car j'avais une l'habitude du monde de l'entreprise et du collectif à travers mon rôle de permanent à la CFDT.

## Comment vous vous êtes organisé pour mener votre projet ?

Les gens ont travaillé ensemble car ils avaient plaisir à se retrouver, à avancer et apprendre ensemble.

Deux choses ont été décisives. Au tout début, on a fait un DLA (Dispositif Local d'Accompagnement de l'économie sociale et solidaire) pour nous accompagner sur ce que pourrait être la structure qui prendrait la suite d'EPV pour monter les projets. On a été accompagné par une fille de l'union régionale des Scoop. Elle nous a appris quelque chose qu'on a conservé : à l'époque en réunion on disait « il faudrait ceci, il faudrait cela », ce à quoi elle répondait « on va travailler ensemble et c'est vous qui choisissez, ce n'est pas moi qui vais vous donner la solution ». Cela a été absolument essentiel car on a toujours fait comme ça par la suite : on se met à niveau et ensuite, nous sommes les décideurs. Ce ne sont pas des experts qui viennent nous dire quoi faire.

On a eu la chance d'avoir quelqu'un comme Pierre Jourdain qui a toujours joué le jeu là-dessus. Même si c'était lui l'expert qui travaillait au quotidien sur le sujet, il a toujours été respectueux des instances. C'était un pédagogue qui avait le souci de nous faire monter en compétences pour qu'on puisse se positionner.

De mon côté, j'ai apporté mon savoir-faire sur la gestion des réunions. On sait que dans le monde associatif, on fait beaucoup de réunions mais on a du mal à prendre des décisions. J'ai amené cette exigence : un ordre du jour,



des décisions, un compte-rendu. J'étais réputé pour être un peu raide parfois, ce qui est vrai, mais ça a contribué à faire avancer le projet.

On a aussi eu la chance d'avoir l'apport de Samuel, notre premier salarié, qui était très engagé.

## Quelle a été la plus grosse difficulté rencontrée et comment le collectif l'a-t-elle surmontée ?

La plus grosse difficulté, qui a beaucoup marqué les gens, c'est la remise en cause du tarif d'achat garanti par l'état. Les anti-éoliens avaient déposé une requête au niveau européen pour le remettre en cause et ils ont gagné. C'était vers 2012. Je m'en souviens très bien car on avait fait une réunion de crise avec le groupe moteur. On avait mangé des huîtres et on était tous tombés malade le lendemain : c'était vraiment une journée maudite.

En l'absence de tarif d'achat, les banques se sont retirées. On arrivait au bout des 3 ans de validité du permis de construire. Pour qu'il reste valide, il fallait engager des travaux significatifs.

On avait collecté 1,4 million auprès des particuliers. On a réuni tous les actionnaires pour leur demander s'ils étaient d'accord qu'on engage nos fonds sans avoir l'assurance qu'on pourrait poursuivre le projet, sachant que s'ils n'étaient pas d'accord on perdait le permis de construire. Sur 90 personnes présentes, tout le monde a voté pour, sauf une personne.

Ça a été un moment très fort, de se dire que les gens acceptaient ce risque car ils croyaient en notre projet et en notre capacité à le mener jusqu'au bout.

## As-tu une anecdote à nous partager sur ton projet et sur la vie du collectif qui l'a réalisé ?

Je me souviens du choix des machines éoliennes. On n'y connaissait rien, donc ce n'était pas évident de faire un choix. On nous avait présenté les 2 candidats finalistes lors d'une réunion. C'était une présentation très complète devant une soixantaine de personnes. Il a été décidé de faire un tour de parole. Chacun a pu s'exprimer.

Michel, initiateur du projet, s'est exprimé en faveur des machines Enercon. Pourtant à l'issue du tour de table, on a voté pour les autres machines. Cela montre qu'on n'avait pas un leader charismatique qui a pris toute la place et aurait décidé de tout.

“ On se met à niveau et ensuite, nous sommes les décideurs. Ce ne sont pas des experts qui viennent nous dire quoi faire ”

## A quoi ressemblait le réseau régional à l'époque où tu l'as rejoint ?

A rien, il n'existait pas encore !

Le démarrage du réseau régional s'inscrit dans la continuité du réseau régional breton, Taranis. En 2011, Pierre avait rencontré Dominique Ramard, conseiller régional chargé de la transition et des énergies en Bretagne. On s'est dit que ce serait bien d'avoir la même chose en Pays de la Loire. Laurianne Fleury, salariée de l'époque, avait été chargée de repérer tous les projets sur la région. Il n'y en avait pas beaucoup. On avait la dynamique des Mauges, autour de François Girard et du Centre Social de Chemillé, qui avait déjà réalisé une centrale photovoltaïque citoyenne. Il y avait quelques autres initiatives comme Isac-Watt notamment.

L'idée c'était d'avoir quelqu'un pour animer ce réseau. Il y avait eu un débat pour savoir s'il fallait utiliser l'argent directement dans les projets ou bien s'il était préférable de financer un poste pour accompagner ceux qui étaient en émergence. On a opté pour la seconde option car ça nous a semblé essentiel d'accompagner ceux qui avaient besoin d'être rassurés pour se lancer.

## Le réseau fête ses 10 ans : quelle est l'évolution qui t'a le plus marquée depuis que tu l'as rejoint ?

C'est bien que le réseau se soit développé. RECIT est une structure qui fonctionne bien. Je trouve que ça aurait pu continuer à être dans le Pays de Redon, mais au final c'est le résultat qui compte et le réseau mène bien sa barque.

## A ton avis, à quoi ressemblera RECIT dans 10 ans ? Quel est le principal objectif que nous pouvons nous fixer ?

Si on continue à être attentif à la mise en place de collectifs et pas uniquement sur l'obligation de résultat, on va dans la bonne direction. Il ne faut pas tomber dans l'écueil de penser que ça va plus vite avec les collectivités car on risque de ne plus donner de place aux citoyens. Il faut être attentif à inclure les citoyens, même si ça prend

“ Le réseau est un formidable lieu de partage d'expérience. On a besoin d'avoir des lieux où on parle avec des pairs pour se remobiliser et se remotiver quand on traverse des coups durs ”

plus de temps. Ce sera plus porteur car ça représente un modèle de société où l'on inclue des formes de démocratie participative qui sont complémentaires avec la démocratie représentative qui est actuellement en crise. Ce n'est pas uniquement le fait de réussir le projet qui est important, c'est aussi tout ce qu'il y a autour en terme culturel, en terme d'accompagnement des personnes et de mobilisation des citoyens. C'est tout aussi important que la finalité elle-même. Si on arrive à faire ça, on aura bien bossé.

## Qu'est-ce que tu préfères dans ce réseau ?

D'abord, je dirai que c'est un formidable lieu de partage d'expérience. Ensuite, c'est un lieu de ressourcement. On a besoin d'avoir des lieux où on parle avec des pairs pour se remobiliser et se remotiver quand on traverse des coups dur. Enfin, c'est un espace où l'on ouvre les chakras grâce aux formations par exemple. J'en ai fait une récemment qui était très intéressante sur l'autoconsommation et qui montrait bien le partage qui est rendu possible par le réseau.

## Si tu devais résumer RECIT en trois mots, ce serait quoi ?

Partage d'expérience  
Ressourcement  
Acculturation

